

Formulaire de demande d'enregistrement d'un drone maritime

Annexe 1 de l'Arrêté du 16 avril 2026
[J.O. du 8 mai]



Demande d'enregistrement d'un drone maritime



Ministère chargé de la mer

usage professionnel ; ou
usage personnel

N°

Articles L5112-1 et L5112-1-11 du code des transports

1. Le demandeur, armateur propriétaire

Nom				Prénom	
Ou Raison sociale					
N° SIREN					
Nationalité					
Adresse du demandeur					
N° voie	Extension	Type de voie			
Nom de voie	Lieu-dit ou boîte postale				
Code postal	Localité	Pays			
N° de téléphone	N° de télécopie				
Adresse électronique					
Le drone maritime a un propriétaire unique <input type="checkbox"/> ou est en copropriété <input type="checkbox"/>					

2. Demande

- 1 – L'enregistrement d'un drone maritime neuf
2 – L'enregistrement d'un drone maritime existant

3. Renseignements sur le drone maritime

Type de drone maritime			
Pavillon actuel (le cas échéant)		Numéro d'enregistrement actuel si pavillon étranger (le cas échéant)	
Le drone maritime a fait l'objet d'une réservation de nom et de n° d'enregistrement			
Sous le nom (le cas échéant)		Sous le numéro d'enregistrement	
Nom conservé <input type="checkbox"/> ou nouveau nom demandé <input type="checkbox"/>			

4. Éléments techniques du drone maritime

Longueur hors-tout (m)			
Largeur (m)			
Constructeur du drone maritime		Pays de construction	
Année de construction		Date de pose de quille (ou équivalent)	
Constructeur du moteur principal		Pays de construction du moteur principal	
Nombre de moteurs principaux		Type et numéro de série du moteur (<i>diesel, essence, turbine à vapeur, turbine à gaz, propulseur électrique, diesel électrique, autres</i>)	
Jauge			
Puissance totale propulsive (kW)			
Nombre de moteurs auxiliaires		Puissance totale des auxiliaires (kW)	
Vitesse maximale (m/s)		Masse (kg)	
Energie cinétique en Joules			
Date prévue pour essais en mer (selon le cas)		Date prévue pour la livraison (selon le cas)	

5. Propriétaire ou acquéreur (si différent du demandeur)

Nom				Prénom	
Ou Raison sociale					
N° SIREN					
Nationalité					
Adresse					
N° voie	Extension	Type de voie			
Nom de voie	Lieu-dit ou boîte postale				
Code postal	Localité	Pays			
Ayant son siège social à et son établissement stable en France à					
N° de téléphone					N° de télécopie
Adresse électronique					

6. Affréteur et sous-affréteur (le cas échéant)

Affréteur					
Nom				Prénom	
Ou Raison sociale					
N° SIREN					
Adresse					

N° voie	Extension	Type de voie	
Nom de voie		Lieu-dit ou boîte postale	
Code postal	Localité		Pays
Ayant son siège social à et son établissement stable en France à			
N° de téléphone		N° de télécopie	
Adresse électronique			
Charte Partie coque nue débutant le		Durée	
Sous-affrèteur			
Nom		Prénom	
Ou Raison sociale			
N° SIREN			
Adresse			
N° voie	Extension	Type de voie	
Nom de voie		Lieu-dit ou boîte postale	
Code postal	Localité		Pays
N° de téléphone		N° de télécopie	
Adresse électronique			
Charte Partie débutant le		Durée	

7. Contrat de gestion nautique *(le cas échéant)*

Gestionnaire			
Nom		Prénom	
Ou Raison sociale			
N° SIREN			
Adresse			
N° voie	Extension	Type de voie	
Nom de voie		Lieu-dit ou boîte postale	
Code postal	Localité		Pays
Ayant son siège social à et son établissement stable en France à			
N° de téléphone		N° de télécopie	
Adresse électronique			
Contrat de gestion nautique débutant le		durée	

8. Autres contrats et observations *(pour inscription sur l'acte, le cas échéant)*

9. Pièces justificatives

Pour toute demande

- Certificat hypothécaire ou de non inscription hypothécaire
- Contrat de vente ou contrat de crédit-bail avec option d'achat, ou tout document justifiant de la propriété
- Plan des marques et identifications extérieures du drone maritime, dont le plan et la liste des moyens de signalisation pour prévenir l'abordage en mer. (Les plans doivent permettre de visualiser toutes les marques d'identification du drone et la conformité à l'article 36)
- Plan général du drone et plan de sécurité de jour
- Attestation de calcul de jauge
- Le dossier de stabilité attestant d'un critère de stabilité applicable pour les navires de même taille de la division ou compte-rendu de pesée hydrostatique avec GM de 0,7 mètres pouvant être déterminé par la technique de la période de roulis
- Liste des équipements installés à bord du drone maritime, dont l'identification des équipements jugés critiques au sens des articles 3 et 26 de l'arrêté du 16 avril 2026,
- Liste des équipements et des moyens de communication installés dans tout centre d'opérations à distance du drone maritime permettant de l'exploiter, dont l'identification des équipements jugés critiques au sens des articles 3 et 26 de l'arrêté du 16 avril 2026
- Procédure de récupération et de remorquage du drone maritime
- Procédure de lutte contre la pollution en mer
- Analyse des risques évaluée par un organisme technique définie à l'article 7 du présent arrêté
- Document permettant de démontrer que l'organisme technique ayant réalisé l'évaluation de l'analyse de risques respecte bien les conditions fixées à l'article 9 [organismes techniques]
- Liste des tests effectués ou à effectuer
- Manuels de formation, de maintenance, d'exploitation et programme de travail des opérateurs (Le manuel de formation doit contenir des instructions et des renseignements, rédigés en des termes simples et illustrés dans toute la mesure du possible, sur les équipements se trouvant à bord du drone et sur les meilleures méthodes pour faire face à une situation d'urgence. De plus le manuel doit contenir une liste de planification des entretiens et de la maintenance du drone et de ses équipements.)
- Plan de lutte contre les intrusions physiques au sein du centre d'opérations à distance

Le cas échéant

- Déclaration d'importation *(si la provenance du drone maritime est en dehors du territoire de l'Union européenne)*
- Certificat de radiation de l'Etat du pavillon précédent *(s'il existe un pavillon précédent)* ou certificat de gel du pavillon sous-jacent
- Convention de copropriété
- Pouvoir du mandataire et/ou des signataires *(si le signataire n'est pas le représentant légal)*
- Pour les sociétés non établies en France, documents sociaux étrangers
- Une déclaration sur l'honneur émise par le chantier constructeur du drone maritime et sous sa responsabilité attestant qu'il s'agit bien d'un drone de série ; *(si la procédure d'enregistrement d'un drone maritime de série est demandée)*
- Une déclaration sur l'honneur émise par l'armateur du drone maritime attestant qu'il s'agit bien d'un drone de série *(si la procédure d'enregistrement d'un drone maritime de série est demandée)*
- Procédure de lutte contre l'incendie et la voie d'eau
- Demande de dérogation(s) à l'emport d'équipements requis au titre des annexes 3, 4 et 5.
- Le certificat international de prévention de la pollution de l'atmosphère par les moteurs (certificat EIAPP)

10. Engagement à demander la radiation en cas de transformation majeure, d'événement de mer, avarie et accident graves

[En-tête de la société]

[NOM DE L'ARMATEUR]

[Adresse du siège social de l'armateur]

[Contact de l'armateur]

[Date]

Objet : Attestation sur l'honneur relative à demander la radiation du drone maritime en cas de transformation majeure, d'évènement de mer, avarie et accident graves

[Madame, Monsieur,]

[Monsieur le Chef du Guichet unique du registre international français]

Par la présente, en ma qualité de représentant de la société [NOM DE L'ARMATEUR], j'atteste formuler une demande d'enregistrement du drone maritime [NOM DU DRONE], en pleine connaissance des obligations en matière de radiation du registre des drones maritimes prévues par l'arrêté du 16 avril 2026 pris en application du décret 2024-461 du 22 mai 2024 relatif aux conditions de navigation des drones maritimes que je m'engage à respecter pleinement.

[NOM du signataire]

[Qualité du signataire]

[Signature]

11. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

Fait à

Le

Signature du demandeur

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire.
Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire du formulaire.